

[Prénom Nom]
[Adresse complète]
[Code postal, Ville]
Téléphone : [Numéro]
Courriel : [Adresse e-mail]

Maître [Nom du notaire]
Office notarial [Nom de l'étude]
[Adresse de l'étude]
[Code postal, Ville]

À [Ville], le [Date]

Lettre recommandée avec accusé de réception n° [N° du LRAR]

Objet : Mise en demeure de finaliser le règlement de la succession de [Prénom Nom du défunt]

Références : dossier n° [Référence du dossier] ouvert le [Date d'ouverture]

Maître,

Par la présente, je viens vous mettre en demeure de procéder à la clôture du règlement de la succession de [Prénom Nom du défunt], décédé(e) le [Date du décès] à [Ville du décès], dossier que j'ai confié à votre office en qualité de [héritier / héritière / conjoint survivant / légataire] le [Date d'ouverture du dossier].

À ce jour, soit [Nombre] mois après l'ouverture du dossier, je constate que les opérations ne sont toujours pas achevées, en dépit des multiples relances que je vous ai adressées par courriel, par téléphone et lors de nos rendez-vous des [Dates des dernières relances]. Les actes suivants restent en attente : [énumérer : déclaration de succession, attestation immobilière, acte de partage, versement des fonds, etc.].

Je vous rappelle que la déclaration de succession devait être déposée dans les six mois du décès en application de l'article 641 du Code général des impôts, et que votre profession vous impose un devoir de diligence et de conseil au titre du décret n° 2019-1053 du 14 octobre 2019 portant règlement national du notariat. Par ailleurs, tout héritier peut à tout moment demander le partage en vertu de l'article 815 du Code civil, ce qui exclut toute inertie prolongée de l'office notarial.

En conséquence, je vous mets formellement en demeure, dans un délai de **trente (30) jours calendaires** à compter de la réception de la présente, de :

1. Me communiquer un point d'avancement écrit et détaillé du dossier ;
2. Fixer un calendrier précis de finalisation des actes restants ;
3. [le cas échéant : verser les fonds bloqués sur votre compte séquestre au titre de la succession].

À défaut de réponse satisfaisante dans ce délai, je saisisrai la chambre départementale des notaires de *[Département]*, ainsi que le procureur de la République près le tribunal judiciaire compétent, aux fins de mise en jeu de votre responsabilité disciplinaire. Je me réserve en outre le droit d'engager une action en responsabilité civile professionnelle sur le fondement de l'article 1240 du Code civil pour obtenir réparation du préjudice résultant de ce retard.

Dans l'attente de votre retour, je vous prie d'agréer, Maître, l'expression de mes salutations distinguées.

[Signature manuscrite]

[Prénom Nom]

Pièces jointes : copie de l'acte de décès, copie des courriels de relance, copie de la lettre d'ouverture du dossier notarial.